

# La politique de la France « mise en examen »

BIARRITZ

*de notre envoyé spécial*

Biarritz a aussi eu un contre-sommet franco-africain. Moins couru que l'officiel, plus spartiate dans son déroulement, et sans désagréments pour la vie quotidienne des Biarrots. Organisé par une dizaine d'organisations non-gouvernementales (ONG) dans un hôtel discret, à proximité du casino municipal où se retrouvaient les chefs d'Etat et de gouvernement, ce « sommet off » se voulait une « mise en examen » de la politique africaine de la France. En fait, c'est un procès qui a été instruit pendant les deux journées de débats. Avec, au bout du compte, une condamnation sans surprise!

Le terrain avait été balisé par un universitaire, Jean-François Médard, qui, de Charles de Gaulle à François Mitterrand, pensait avoir retrouvé, s'agissant de politique africaine, les mêmes pratiques, « à savoir le mélange de politique et d'affairisme et la manipulation des réseaux personnels d'influence ». « Le domaine des relations franco-africaines est l'un des secteurs de la politique française les plus atteints par la corruption », affirmait-il.

Vint ensuite la première pièce au dossier, les « dévoiements » de l'aide au développement. Gérés par une dizaine de ministères, dont celui de la Coopération qui paradoxalement n'en contrôle qu'une faible part, les milliards de francs (45 milliards sont prévus en 1995) consacrés chaque année à l'aide publique au développement (APD) par la France « servent à tout sauf à lutter contre le sous-développement », selon Sylvie Brunel, directrice scientifique d'Action internationale contre la faim (AICF), une ONG présente de longue date en Afrique. Et d'assurer que sur 100 francs d'aide publique, à peine 20 francs financent des projets de développement. Le solde sert à « rémunérer des coopérants et à combler les trous financiers des Etats africains ».

## Alliances indignes

Le contre-sommet n'a pas cloué au pilori le FMI et la Banque mondiale. Plus étonnant, la dévaluation du franc CFA a su trouver des avocats parmi certains participants, sensibles à la redistribution des richesses au profit des ruraux qu'elle contient en germe.

En revanche, quelle volée de bois vert pour la France et « ses alliances indignes avec les dictatures ! »

A la barre, les témoins à charge – réfugiés politiques, responsables d'ONG, journalistes, universitaires – n'ont pas manqué. Tour à tour, Paris a été accusé d'avoir apporté son aide au régime « militaro-théocratique, intégriste et raciste » au pouvoir au Soudan en échange du terroriste Carlos et de quelques avions Airbus. Accusé également de « complicité » avec le régime du général Eyadéma qui a conduit le Togo « au bord de l'abrutissement collectif ». Accusé aussi de s'accommoder à bon compte du maréchal Mobutu qui a mené le Zaïre à un niveau proche de « la désintégration » et n'a pas hésité à livrer son pays à « une clique de kleptocrates sans scrupules laissant prospérer une économie mafieuse ». Paris, enfin, accusé de « complicités de génocide au Rwanda ».

A sa façon, le président Mitterrand a répondu à ses accusateurs au cours de la conférence de presse de clôture du sommet officiel. « Idéalement, a-t-il lancé, on peut faire tous les contre-sommetts que l'on veut. »

JEAN-PIERRE TUQUOI